

MUNICIPALES STRASBOURG

RÉUNION ÉLECTORALE JEUDI 06 FÉVRIER À 19 H AU RESTAURANT SCHÜTZENBOCK, 81 AVENUE JEAN JAURÈS

Madame, Monsieur, cher camarade,

Nous sommes à moins de 50 jours du 1^{er} tour des élections municipales. La politique d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault dictée par l'Union Européenne ne cesse de s'aggraver. Le 14 janvier, François Hollande, en présentant son « pacte de responsabilité », a annoncé sa volonté d'en finir avec les cotisations familiales. Il a déclaré vouloir exonérer les patrons des cotisations sociales de la branche « famille » de la Sécurité Sociale ! Il s'agirait de la liquidation de toute une branche de la Sécurité Sociale.

Avec « le pacte de responsabilité », le gouvernement veut donc tailler encore 50 milliards d'euros dans les budgets de l'École, des services publics et de la Sécurité Sociale.

Quant à la fable dite des « contreparties » que devrait donner le Medef sous forme de créations d'emplois, il suffit de constater que le jour même où le gouvernement recevait les représentants des patrons, Airbus Group (ex-EADS) annonçait 1 700 suppressions d'emplois en France, s'ajoutant aux 1 178 suppressions d'emplois annoncées par les « repreneurs » de La Redoute la semaine dernière.

À Strasbourg, nous avons les exemples récents de la vente de GM, de la fermeture de Stracel et du démantèlement-liquidation de la COOP, que la municipalité PS-EELV n'a jamais cherché à combattre.

C'est pour aider la population à se rassembler pour bloquer la politique du gouvernement et de la municipalité PS-EELV de Strasbourg qui s'en fait le relais que le POI 67 a décidé de présenter une liste aux élections municipales à Strasbourg.

À l'heure où François Hollande appelle à la fusion des régions, notamment l'Alsace et la Lorraine, avec pour objectif de franchir un pas décisif dans la déréglementation en dotant les régions « de nouvelles responsabilités » et « d'un pouvoir réglementaire local d'adaptation » de la législation nationale, cette campagne municipale s'inscrit dans la continuité du travail unitaire mené pendant plus de 18 mois contre le Conseil Unique d'Alsace qui a abouti, le 7 avril dernier, à l'échec du référendum sur la fusion des deux départements, à une défaite des partisans de l'Union Européenne et de l'Europe des Régions, à une victoire du mouvement ouvrier et démocratique.

À moins de 50 jours du 1^{er} tour des municipales, la campagne que nous avons engagée a permis d'en préciser les axes :

➤ Combat pour la défense de tous les services publics et tout particulièrement contre la territorialisation de l'Éducation Nationale qu'il s'agisse de la réforme des rythmes scolaires dans le 1^{er} degré ou de la dislocation de l'Université et de l'enseignement supérieur.

➤ Défense des acquis sociaux particuliers d'Alsace-Moselle : interdiction du travail du dimanche, régime local de Sécurité Sociale.

➤ Défense de la démocratie locale constituée par les communes et les départements contre le triptyque antidémocratique Métropole/Région/Europe et cela alors que vient d'être votée la loi Métropoles au Parlement qui confère à Strasbourg un statut d'Euro-métropole.

➤ Défense de la laïcité, alors que Roland RIES a publiquement défendu le Concordat et que la municipalité de Strasbourg a multiplié les atteintes à ce principe fondamental de la République : financement de la construction de lieux de cultes (mosquée, église orthodoxe, jardin interreligieux de la Meinau...), de cérémonies religieuses (rencontre européenne de Taizé...)

La campagne se poursuit, le combat aussi. Cette semaine, alors que François Hollande est venu à Strasbourg pour célébrer l'excellence de son université et légitimer la politique d'austérité qui y règne, nous avons diffusé par deux fois un communiqué sur l'enseignement supérieur et la recherche. Nous avons recueilli des signatures soutenant notre demande d'audience à Catherine Trautmann, vice-présidente de la CUS (PS), membre du conseil d'administration de l'université de Strasbourg, lui proposant d'intervenir auprès du gouvernement pour exiger le rétablissement de la dotation de l'État attendue pour cette université.

C'est pour débattre des moyens à mettre en œuvre et des moyens de regrouper les forces décidées à bloquer le gouvernement Hollande-Ayrault, sa politique d'austérité, qui se traduit aujourd'hui par le pacte de responsabilité, et rompre avec la politique anti-ouvrière de l'Union Européenne que le POI vous invite à sa prochaine réunion électorale :

LE JEUDI 06 FÉVRIER À 19 H AU RESTAURANT SCHÜTZENBOCK, 81 AVENUE JEAN JAURÈS

Élisabeth DEL GRANDE, tête de liste



Je souhaite être informé(e) des initiatives de la liste

Je souhaite être candidat(e) sur la liste

Nom :Prénom :Courriel :

Adresse postale :